

Document CT

I. Informations de base pour la CT

▪ Pays/Région :	HAITI
▪ Nom CT :	Soutien à l'exploitation durable du réseau électrique de Peligre
▪ Numéro du CT :	HA-T1300
▪ Chef d'équipe/Membres :	Vanegas Rico, chef d'équipe de Wilkferg (INE/ENE); Baron, Marie Edwige (CID/CHA) ; Centeno Lappas, Monica Clara Angelica (LEG/SGO) ; Gonzalez Vidales, Ana (VPC/FMP) ; Lafontant, Eugénie Régine (CID/CHA) ; Machado Lemus, Ziza (INE/ENE) ; Marquez Barroeta, Fidel (INE/ENE); Pascaline Sladden (INE/ENE) ; Sanabria, Angel (VPC/FMP) Edwige (CID/CHA) ; Centeno Lappas, Monica Clara Angelica (LEG/SGO) ; Gonzalez Vidales, Ana (VPC/FMP) ; Machado Lemus, Ziza (INE/ENE) ; Marquez Barroeta, Fidel (INE/ENE); Pascaline Sladden (INE/ENE) ; Sanabria, Angel (VPC/FMP)
▪ Taxonomie :	Service client
▪ Opération soutenue par la CT :	Ne s'applique pas
▪ Date d'autorisation du résumé de la CT :	10 novembre 2021
▪ Bénéficiaire :	République d'Haïti
▪ Agence d'exécution et nom du contact :	Ministère de l'Economie et des Finances:
▪ Bailleurs de fonds :	Programme de développement stratégique d'OC pour les pays (CTY)
▪ Financement reçu:	1,317,764,00 USD
▪ Financement de contrepartie locale, le cas échéant :	US\$ 0
▪ Période de décaissement et d'exécution :	24 mois (exécution) ; 24 mois (décaissement)
▪ Date de démarrage requise :	Janvier 2022
▪ Types de consultants :	Particuliers et Entreprises
▪ Préparé par:	INE/ENE-Energie
▪ Responsabilité de l'unité des décaissements :	CID/CHA-Bureau de pays Haïti
▪ TC aligné sur la stratégie pays (o/n) :	Oui
▪ IGR inclus dans CPD (o/n) :	Non
▪ Alignement sur la mise à jour de la stratégie institutionnelle 2020-2023 :	Productivité et innovation ; Capacité institutionnelle et état de droit

II. Objectifs et justification

- 2.1 L'objectif général de cette opération est d'accompagner le Gouvernement d'Haïti dans l'exploitation durable du système électrique de Péligre en apportant une expertise technique dans l'exploitation de la centrale et en évaluant l'état de ses unités de production.

- 2.2 Haïti est un pays des Caraïbes situé sur la partie orientale de l'île d'Hispaniola, un territoire qu'il partage avec la République dominicaine, avec une population d'environ 11,3 millions d'habitants (2019). Son produit intérieur brut (PIB) par habitant a diminué

en 2019, passant de 870 \$ US à 782,8 \$ US. Bien que les indicateurs sociaux et économiques se soient améliorés au cours de la dernière décennie, l'indice de développement humain (IDH) d'Haïti de 0,64 est inférieur à la moyenne de l'Amérique latine et des Caraïbes (0,75). L'insécurité alimentaire touche 39% de la population (4,4 millions de personnes) et les agglomérations urbaines informelles sont construites de manière précaire ; manque de sécurité et d'accès aux services de base, y compris l'électricité, l'assainissement et les soins de santé (2020)¹. L'augmentation récente de l'insécurité et l'instabilité politique constante n'aideront pas le pays à améliorer les conditions de vie et l'accès de base de sa population.

- 2.3 Le paysage énergétique d'Haïti se caractérise par : (i) un faible niveau d'accès et de consommation d'électricité ; et (ii) une forte dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles et de la biomasse. La couverture électrique du pays est d'environ 40 %.² Des coûts d'investissement élevés et un tarif d'électricité parmi les plus élevés de la région ALC (0,33 \$ USD/kWh pour les clients résidentiels) expliquent³ en partie le faible taux d'électrification.⁴
- 2.4 La production, le transport et la distribution d'électricité en Haïti ont toujours été le domaine de l'Électricité d'Haïti (EDH), un service public verticalement intégré fondé en 1971. L'EDH dépend du ministère des Travaux publics, Transports et Communications (MTPTC), qui est l'autorité responsable de la planification et de la supervision du secteur de l'énergie. L'EDH possède et exploite des actifs du secteur et est responsable de la livraison et de la vente d'électricité dans tout le pays. Un décret pris en février 2016 a mis fin au monopole de l'EDH et a créé l'Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Énergie (ANARSE). L'ANARSE a été créée en 2017 en tant qu'agence de réglementation du secteur énergétique d'Haïti. Le décret autorise également des parties autres que l'EDH à opérer dans la production, le transport et la distribution. Le service d'électricité de l'EDH couvre principalement la zone métropolitaine de Port-au-Prince (PAP), dix petits réseaux régionaux plus une trentaine de réseaux villageois. L'EDH possède environ 1 700 km de lignes de transport et de distribution à travers tout le pays. L'EDH a une clientèle formelle de seulement 250 000 connexions, bien que les connexions informelles soient probablement deux fois plus élevées. Parallèlement à l'instabilité politique, aux revers économiques et aux catastrophes naturelles (c.-à-d. ouragans, tremblements de terre) qui frappent le pays, les investissements dans l'expansion des infrastructures ont été insuffisants pour répondre à la demande latente.
- 2.5 Pour résoudre le problème du secteur de la transmission en Haïti causé par des performances obsolètes et le manque d'électricité fiable, la BID a approuvé en 2014 un programme de réhabilitation de la ligne de transmission de 115kV de Péligre (HA-L1100 et HA-G1030). La transmission à 115 kV est le seul lien reliant la centrale hydroélectrique d'énergie renouvelable à PAP. Un programme distinct « Réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Péligre » (HA-L1032 et HA-L1038) a été approuvé par la Banque pour rénover les trois unités de 18 MW de la centrale hydroélectrique de Péligre⁵. Ces programmes faisaient partie d'un effort plus large de la Banque pour

¹Source : Programme alimentaire mondial.

²[Centre d'énergie](#) ; [Banque mondiale](#)

³[Laboratoire national des énergies renouvelables \(NREL\) du Département de l'énergie des États-Unis](#) .

⁴Le tarif moyen en Haïti résultant des mini-réseaux privés varie entre 80c\$US et 2\$US. La coopérative CEAC propose actuellement un tarif de 25c\$ US).

⁵Les opérations HA-L1032 (Programme de réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Péligre) et HA-L1038 (Financement complémentaire de la centrale hydroélectrique de Péligre) ont été approuvées en 2008 et 2011.

améliorer le service d'infrastructure électrique de Port-au-Prince, y compris des opérations telles que la coopération technique HA-T1040 « Appui au programme de réhabilitation de la distribution électrique de Port-au-Prince » et l'opération HA-L1014 et HA-L1035 « Réhabilitation du système de distribution d'électricité à Port-au-Prince » (approuvés respectivement en 2006 et 2010).⁶ Il est prévu que la réhabilitation de cette infrastructure permettra à l'EDH de générer et de distribuer plus de 200 GWh/an avec des revenus annuels d'environ 30 millions de dollars US.

- 2.6 La réhabilitation de la ligne de transmission (L/T) a été achevée en octobre 2019. Le programme comprenait la réhabilitation d'une L/T de 42 km hors sol et de 9,6 km souterrains⁷. Concrètement, le programme de la ligne de transmission de Péligre consiste en la réhabilitation de deux circuits (aériens et souterrains) d'une capacité de transfert de 160 MVA pour les deux circuits fonctionnant en même temps, permettant ainsi de transporter jusqu'à 80 MW de capacité de production dans le cas où l'un des circuits tombe en panne ou n'est pas opérationnel (exigence de fiabilité n-1 demandée par l'EDH). Bien que la capacité de 54 MW de la centrale hydroélectrique de Péligre (PHP) représente 67,5 % de la capacité totale (80 MW), le GH s'attend à ajouter davantage d'énergie renouvelable pour alimenter la L/T de Péligre, atteignant finalement 80 MW. Les activités du projet comprenaient également la mise en œuvre d'un plan d'indemnisation et de réinstallation pour les personnes affectées par le programme. En raison de la Covid-19 et des périodes de troubles sociaux dans le pays entre 2019 et 2021, la mise en œuvre de ce plan a connu quelques retards et son état de mise en œuvre doit être réévalué.⁸
- 2.7 Le programme CHP consiste en la réhabilitation des éléments électromécaniques et de transformation d'énergie de la centrale dans trois unités de production pour atteindre leur capacité de production totale initiale de 54 MW. Les coûts du programme sont d'environ 100 millions de dollars US financés par la Banque de développement KfW et les ressources de la BID sous forme de dons et par deux prêts de l'OFID⁹. Le contrat avec l'entreprise de construction est exécuté à 99 %. Les activités restantes du contrat comprennent la finalisation des travaux de recharge de la ligne, les retouches de peinture stratégiques, l'achèvement des travaux et l'installation du bassin de décantation (eau/huile), la résolution de l'ouverture des fissures des vannes de prise d'eau. Les trois groupes de génération sont entrés progressivement en service entre 2016 et 2018, cependant, deux anomalies majeures sont survenues : au niveau du joint d'étanchéité du stator du groupe 3 (G3) en janvier 2019, et une au

⁶L'organe d'exécution était le MTPTC avec l'assistance technique de l'EDH. Une *Unité de Coordination de Projet* (UCP) dédiée qui rapporte au MTPTC était responsable des aspects fiduciaires et financiers.

⁷La section souterraine a été choisie pour réduire les risques environnementaux et sociaux en minimisant le besoin de réinstallation des personnes.

⁸La date d'expiration du dernier décaissement de l'opération HA-L1100 était le 31 décembre 2019, tandis que le plan final d'indemnisation et de réinstallation a été livré mi-2018. Cette situation ainsi que les augmentations des coûts du projet dues à la révision des prix n'ont pas permis de terminer la mise en œuvre du plan de compensation dans le cadre de l'opération HA-L1100. De plus, l'agence d'exécution suivait la réglementation locale pour le paiement des indemnités qui établit une retenue sur chaque paiement. Pour résoudre cette situation, la BID a demandé au MEF d'ordonner à l'agence d'exécution de payer 100% du montant des compensations conformément aux politiques de sauvegarde de la BID.

⁹L'opération de l'OFID 1681/OP-HA a expiré le 31 décembre 2019, avec un solde de 3,2 millions de dollars US. L'OFID a rejeté la demande du MEF de prolonger l'opération jusqu'en juillet 2022, pour avoir les moyens de couvrir les dernières activités du contrat avec le constructeur de la PHP, le plan de compensation pour la L/T de Péligre et le contrat d'appui à l'exploitation et la maintenance de la CHP. En raison de cette situation, le GH a demandé à la BID des ressources supplémentaires pour couvrir ces besoins. La BID et le MEF ont convenu en mai 2020 d'allouer les ressources de l'opération HA-G1022 ; cependant, cette opération a expiré le 4 mars, 2021.

niveau d'un problème électrique à l'intérieur de l'ensemble roue-alternateur du groupe 1 (G1) en avril 2020. Les réparations n'ont pas été effectuées dans l'immédiat par le constructeur puisqu'il s'est démobilisé en avril 2019, invoquant un désaccord sur les paiements. Au cours du premier trimestre 2020, l'EDH et le constructeur ont trouvé un accord pour son retour au pays. En raison de la période de troubles en Haïti et de la crise mondiale de la Covid-19, l'entreprise est retournée en Haïti en août 2020. À ce jour, le G3 est réparé et pleinement opérationnel, tandis que pour le G1, la cause et le niveau de l'anomalie doivent être évalués. Lors de l'évaluation du G1, il est prévu à la fois de mettre le G1 en œuvre et d'identifier également le niveau de réparations à long terme.

- 2.8 D'autres besoins supplémentaires pour l'EDH et la CHP comprennent : (i) un appui en expertise technique à court et moyen terme pour accompagner et renforcer l'EDH dans l'exploitation et la maintenance de la CHP¹⁰; (ii) la mise à disposition d'outils pour le bon fonctionnement et la maintenance de la CHP ; (iii) l'acquisition de pièces détachées pour la CHP afin d'éviter l'arrêt prolongé des groupes ; (iv) la définition des mesures prioritaires de contrôle de la sédimentation et l'élaboration d'un plan de mise en œuvre¹¹; (v) l'évaluation des conduites forcées et des fuites des vannes de fond ; et (vi) soutenir l'EDH pour évaluer et identifier différentes alternatives pour améliorer ses performances et la durabilité de sa centrale électrique.¹²
- 2.9 C'est dans ce contexte que le Gouvernement d'Haïti a sollicité l'assistance technique de la Banque pour appuyer l'EDH dans l'exploitation et la maintenance de la CHP, évaluer l'état du groupe de production 1 de la CHP et accompagner la mise en œuvre du plan de compensation de la Ligne de Transmission de Péligre.
- 2.10 **Expérience et connaissance de la BID du secteur énergétique d'Haïti.** La BID a été un partenaire clé du GH pour financer la réparation des infrastructures endommagées après le séisme de 2010 et l'ouragan Matthew et a soutenu la réforme et la transformation du secteur à travers plusieurs investissements : GRT/HR-14830, 3413/GR -HA « Réhabilitation de la ligne de transmission de Péligre » et GRT/HR-12410-HA¹³ « Appui financier pour le renforcement des lignes de transmission et la réhabilitation des infrastructures routières. Troisième amendement proposé à la Résolution DE 175/10 » (29,2 millions de dollars), 2073/GR-HA « Programme de réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Péligre », 2684/GR-HA « Financement supplémentaire pour la centrale hydroélectrique de Péligre » (32,5 millions de dollars), 2394/GR-HA et 2349/GR-HA « Réhabilitation du système de distribution d'électricité à Port-au-Prince » (29,5 millions de dollars), opération financée par le FEM GRT/FM-

¹⁰L'EDH a un contrat en cours avec Andritz pour fournir un support dans l'O&M de la CHP avec une date d'expiration fixée en juin 2022.

¹¹Des études avec des recommandations sur la sédimentation ont été préparées en considérant un large éventail d'alternatives pour y remédier telles que (i) la réduction de l'érosion pluviale ; (ii) la construction des ouvrages de confinement ; (iii) l'acheminement des sédiments et le rinçage hydraulique ; et (iv) dragage, rehaussement du barrage, etc.

¹²En février 2021, le GH a demandé le soutien de la BID dans l'identification d'alternatives et de stratégies pour améliorer les performances de l'EDH. Les domaines qui ont l'objet d'une demande de soutien par EDH sont : (i) la restructuration de l'EDH avec un accent sur le département commercial ; (ii) des alternatives pour la mise en place d'un programme de compteurs prépayés via un opérateur privé ; (iii) l'amélioration des taux de facturation et de recouvrement grâce aux nouvelles technologies ; (iv) des alternatives pour l'externalisation de l'exploitation et de la maintenance des actifs critiques tels que la centrale hydroélectrique de Péligre ; (v) l'examen de la loi organique, des manuels, des procédures et des règlements de l'EDH ; et (vi) revoir la structure organisationnelle de l'EDH.

¹³Le programme dispose de ressources supplémentaires de la KfW (BMZ 2009 67 232 - 28 millions d'euros) et de l'OFID (1296/OP-HA - 15 millions de dollars et 1681/OP-HA - 20,4 millions de dollars).

12093-HA « Programme d'urgence du FEM pour la production d'énergie solaire et l'éclairage » (0,5 million de dollars US) et le projet GRT/MC-12067-HA Initiative sur l'énergie durable et le changement climatique « SECCI : Programme d'urgence pour la production d'énergie solaire » (1 million de dollars US) et opérations budgétaires : GRT/HR- 13877-HA et 2953/GR-HA « Transformation institutionnelle et modernisation du secteur de l'énergie III » (2013, 25 millions de dollars US), 2735/GR-HA « Programme de transformation institutionnelle et de modernisation du secteur de l'énergie II » (2010, 12 millions \$US), 2548/GR-HA "Programme de transformation institutionnelle et de modernisation du secteur de l'énergie (2011, 35 millions de dollars) et ATN/SF-12271-HA (2010, 0,1 million de dollars US) « Livre blanc Vers un secteur énergétique durable en Haïti ». Plus récemment, la Banque a approuvé les opérations 4900/GR-HA (31,5 millions de dollars EU) et GRT/CF-17708-HA (6,5 millions de dollars US de l'USAID) « Améliorer l'accès à l'électricité en Haïti ».

- 2.11 **Alignement stratégique** Cette opération est alignée sur la stratégie institutionnelle actualisée de la Banque 2020-2023 (AB-3190-2), en ce qui concerne les défis de développement de : (i) Inclusion sociale et égalité, à travers la fourniture d'un meilleur service de base (électricité), qui est essentiel pour parvenir à un développement inclusif et combler les écarts d'inégalité ; et (ii) la capacité institutionnelle et l'état de droit en renforçant les capacités de l'EDH pour l'exploitation et la maintenance des actifs critiques tels que la centrale hydroélectrique de Péligre. L'opération est également alignée sur le domaine transversal du changement climatique et de la durabilité environnementale en réduisant les émissions de gaz à effet de serre provenant de la production d'électricité dans le Parc industriel de Caracol. L'opération est alignée sur le Cadre de résultats de l'entreprise (CRF) 2020-2023 (GN 2727-12) grâce à la limitation des émissions de gaz à effet de serre et avec la stratégie d'infrastructure durable pour la compétitivité et la croissance inclusive (GN-2710-5). Il est également conforme à la stratégie intégrée de la BID pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et à l'énergie durable en soutenant des solutions décentralisées modernes et durables, et avec l'objectif du programme de développement stratégique d'investissement ordinaire de la BID pour les pays en renforçant les capacités techniques et de gestion de l'EDH pour faire fonctionner la CHP. Le programme est aligné sur le cadre du secteur de l'énergie (GN-2830-8) car il se concentre sur l'électrification rurale durable et le déploiement de solutions utilisant les énergies renouvelables. L'opération est conforme à la Stratégie Pays de la BID (CS) avec Haïti 2017-2021 (GN-2904) qui inclut l'énergie comme domaine de dialogue. L'opération contribuera également aux objectifs stratégiques primordiaux de la CS, pour favoriser une croissance inclusive et durable en soutenant les objectifs du GH d'étendre et de soutenir les investissements privés et publics et d'améliorer l'accès aux services publics de base.

III. Description des activités/composantes et budget.

- 3.1 **Composante I : Appui à l'achèvement de la réhabilitation et de l'exploitation durable du système de Péligre (1 182 764 USD).** Cette composante financera : (i) des services pour évaluer les dommages du G1, effectuer une réparation d'urgence du G1 et identifier des alternatives pour sa réparation à long terme¹⁴; (ii) l'expertise technique de l'EDH à travers la poursuite du contrat pour soutenir et renforcer l'EDH

¹⁴Cette activité pourrait être réalisée par General Electric (GE) via un processus de sélection par entente directe (SED) ou un processus compétitif international. Ce processus suivra un processus d'examen ex ante de la BID.

dans l'exploitation et la maintenance (O&M) de la CHP¹⁵; (iii) l'évaluation de l'état du plan d'indemnisation et de réinstallation de la L/T de Péligre et l'appui à sa mise en œuvre.

3.2 **Gestion de projet (135 000 dollars US).** Les coûts de gestion de projet comprennent l'embauche d'un coordinateur de projet pendant l'exécution de la CT et la préparation des audits financiers et de l'évaluation finale.

3.3 Le coût total de ce projet est de 1 317 764 \$ US et sera financé par des ressources ordinaires en capital du Programme de développement stratégique pour les pays (CTY).

Budget indicatif (\$ US)¹⁶

Composante	Description	BID/CTY	instance locale	Total
Composante I. Appui à l'achèvement de la réhabilitation et de l'exploitation durable du Système de Péligre	Évaluation des dommages du groupe de production 1 et alternatives pour sa réparation	300 000	0	300 000
	Contrat pour accompagner et renforcer l'EDH dans l'exploitation et la maintenance de la CHP	872 764	0	872 764
	Évaluation de l'état du plan d'indemnisation et de réinstallation de la L/T de Péligre	10 000	0	10 000
Gestion de projets	Évaluation finale, audit financier et coûts d'EE	135 000	0	135 000
TOTAL		1 317 764	0	1 317 764

IV. Organe d'exécution et structure d'exécution

4.1 L'agence d'exécution (AE) sera le ministère de l'Économie et des Finances (MEF), à travers son Unité Technique d'Exécution (UTE). Le MEF/UTE a été choisi comme agence d'exécution de cette CT en raison de son expérience dans la gestion des opérations du secteur de l'énergie de la BID 4900/GR-HA et GRT/CF-17708-HA « Améliorer l'accès à l'électricité en Haïti ». Le MEF/UTE sera responsable des dispositions fiduciaires de cette CT et coordonnera tous les aspects techniques avec EDH. En outre, les responsabilités techniques de l'EDH comprennent : (i) fournir au MEF/UTE les intrants techniques correspondants pour la préparation des dossiers d'appel d'offres ; (ii) assurer la supervision technique des services de consultants financés par le Programme ; (iii) appuyer le suivi des principaux indicateurs du Programme et fournir les informations nécessaires au MEF/UTE pour la préparation des rapports d'avancement.

4.2 Une évaluation des capacités institutionnelles (PACI) de l'UTE a été élaborée dans le cadre de la préparation des opérations 4900/GR-HA et GRT/CF-17708-HA en 2019. L'analyse a déterminé un risque moyen pour la gestion financière et de passation des marchés de ce programme. Certains des risques identifiés étaient : (i) les difficultés dues aux fluctuations administratives et à la délégation de pouvoirs ; (ii) les retards dus à l'augmentation de la charge de travail du personnel de l'AE (y compris fiduciaire) ; et (iii) le manque d'expérience dans la préparation et l'évaluation des

¹⁵Andritz a été sélectionné dans le cadre d'un processus compétitif international mené en 2019 conformément aux politiques de passation des marchés de la BID. Cette CT couvre la durée restante du contrat existant.

¹⁶Les autres frais d'administration et de gestion du projet seront financés dans le cadre du programme énergie 4900/GR-HA et GRT/CF-17708-HA « Amélioration de l'accès à l'électricité en Haïti » exécuté par le MEF/UTE.

dossiers d'appel d'offres pour les concessions qui augmente le risque d'échec. Pour atténuer ces risques, les mesures d'atténuation suivantes ont été proposées, dont certaines sont déjà achevées et d'autres en cours d'exécution : (i) le projet suit un plan de passation des marchés (PPM) qui couvre toute la durée de vie du projet, permettant une meilleure planification compte tenu des éventuelles difficultés ; (ii) la préparation des premières étapes de passation des marchés avant l'approbation de l'opération par la BID ; (iii) un spécialiste de la passation des marchés et un spécialiste financier ont été embauchés ; (iv) le renforcement précoce de l'AE avec des consultants internationaux compétents dans la préparation de concessions similaires ; (v) des ateliers avec l'ANARSE, le MTPTC et le MEF/UTE, en amont de la préparation du programme, portant sur les méthodologies de planification, la préparation des outils de gestion et la préparation précoce des dossiers d'appel d'offres des projets proposés dans le financement ; et (vi) l'appui technique de l'ANARSE et du MTPTC au MEF dans la préparation et l'évaluation des dossiers d'appel d'offres. Ces mesures ont permis au MEF/UTE d'avoir des contrats en négociation dès décembre 2020, pour plus de 80% des ressources du programme malgré la situation socio-économique complexe d'Haïti.

- 4.3 **Politiques en passation des marchés.** La Composante I suivra les Politiques de passation des marchés de la BID : Politiques pour la passation des marchés de biens et travaux financés par la BID (GN 2349-15) et Politiques pour la sélection et le recrutement de consultants financés par la BID (GN 2350-15), le cas échéant. L'UTE suivra les processus de passation des marchés du programme tels que décrits dans le Plan de passation des marchés (PPM) et devant être approuvés par la Banque, qui couvriront toute la durée du projet à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord de subvention pour ce programme. Le PPM sera mis à jour chaque semestre avec le rapport semestriel, ou chaque fois que nécessaire ou tel que requis par la Banque. Le PPM à l'approbation de l'opération envisage un processus de sélection par entente directe (SED) avec General Electric (GE) pour un montant estimé à 300 000 \$ US. Selon le paragraphe 3.11 des Politiques de la BID pour la sélection et recrutement de consultants financés par la BID (GN 2350-15), ce processus SED avec l'entreprise sélectionnée pour la réhabilitation de la CHP¹⁷ assurera la continuité de l'approche technique, l'expérience acquise, et la poursuite de la responsabilité professionnelle. Après approbation de ce processus par la BID, l'AE demandera à l'entreprise de préparer des propositions technique et financière sur la base des termes de référence fournis par le gouvernement, qui seront ensuite négociés.
- 4.4 **Gestion financière et décaissement.** Les décaissements pour la composante I seront basés sur des plans de trésorerie qui seront dimensionnés en fonction des besoins de liquidités d'exécution du programme et avec un horizon de planification sur une période continue de 6 mois. Les décaissements pour les coûts d'investissement seront couverts par une avance de fonds équivalant à un maximum de six mois d'investissement et de coûts/dépenses de fonctionnement anticipés et seront soumis à une supervision ex-post. Le taux de change en vigueur le jour de la transaction sera

¹⁷Le contrat pour la réhabilitation de la PHP a été attribué au consortium Alstom-Comelex (Alstom a été acquis par GE en 2014). La portée de ce contrat était la réhabilitation des trois unités de 18 MW, les composants électromécaniques, les travaux électriques communs pour la PHP, y compris la réhabilitation de la sous-station 13,8 kV/115 kV, les équipements de protection, les équipements électriques 13,8 kV équipements, services auxiliaires, télécommande et commande, signalisation et alarmes. Le processus d'appel d'offres a débuté le 9 décembre 2009. En raison du séisme de 2010, les négociations ont commencé en mai 2011 et le Contrat a été signé le 10 février 2012.

utilisé pour enregistrer toutes les dépenses effectuées dans la devise locale. Le taux de change de la Banque centrale sera utilisé au taux de référence.

- 4.5 **Audit.** Le MEF soumettra à la Banque les états financiers annuels audités de la composante I dans les 120 jours suivant la clôture de l'exercice budgétaire respectif. L'audit sera réalisé par un cabinet d'audit indépendant agréé par la Banque, qui sera sélectionné conformément aux politiques et procédures de la Banque. La détermination de la portée et d'autres aspects connexes seront régis conformément à la politique de gestion financière des projets financés par la BID (document OP-273-12) et au Guide pour la préparation des états financiers et des audits externes.
- 4.6 **Surveillance.** Le projet sera suivi à l'aide des instruments de supervision de la Banque. L'AE sera chargée d'intégrer et de présenter : (i) le plan d'exécution pluriannuel ; (ii) les plans de travail annuels ; (iii) le plan de passation des marchés et la matrice des résultats ; (iv) les plans financiers ; (v) les états financiers vérifiés ; (vi) les audits environnementaux ; et (vii) les rapports semestriels. Les rapports semestriels comprendront : (i) une description des activités exécutées ; (ii) les progrès enregistrés vers la réalisation des indicateurs de la matrice de résultats ; (iii) un résumé de la situation financière du projet ; (iv) une estimation des flux de trésorerie pour la période de six mois suivante ; (v) dans les rapports annuels de fin d'année, le plan de travail annuel mis à jour et le plan de passation des marchés ; (vi) une analyse des problèmes rencontrés et des mesures correctives adoptées ; et (vii) les problèmes qui pourraient présenter un risque pour l'exécution du projet dans les délais. Le rapport final présentant l'évaluation finale de la CT sera complété par l'AE au plus tard 90 jours après la date du dernier décaissement. L'évaluation finale comprend : (1) le degré de réalisation des objectifs spécifiés dans la matrice des résultats ; (2) une évaluation de la performance de l'AE ; (3) les facteurs affectant la mise en œuvre ; et (4) les enseignements tirés et les recommandations pour la conception et l'exécution de futures coopérations techniques. Il s'appuiera sur les rapports et les données recueillies tout au long du projet, de la préparation à la clôture, en particulier les rapports d'avancement semestriels.

V. Problématiques majeures

- 5.1 Le retard d'exécution découlant de l'impact de la pandémie de la Covid-19 et des troubles sociaux continus en Haïti est considéré comme élevé. Ce risque sera atténué comme suit : (i) anticiper des délais supplémentaires pour l'exécution des contrats dans les outils d'exécution du projet ; (ii) maintenir un dialogue constant avec le GH et ses institutions pour actualiser les activités du projet en fonction des besoins du pays ; et (iii) aider à faciliter le dialogue entre les parties (les entreprises et le GH) pour éviter les malentendus et la démobilisation.

VI. Exceptions à la politique de la Banque

- 6.1 Aucune exception aux politiques de la Banque n'est requis.

VII. Considérations sur la politique ESG

- 7.1 Cette CT ne financera pas les études de faisabilité ou de préfaisabilité des projets d'investissement ni les études environnementales et sociales. Par conséquent, il ne répond pas aux exigences nécessaires qui s'appliquent dans le cadre de la politique environnementale et sociale de la BID.

Annexes requises :

- Annexe I. [Demande du client](#)
- Annexe II. [Matrice des résultats](#)
- Annexe III. [Termes de référence](#)
- Annexe IV. [Plan de passation des marchés](#)